



CHAPITRE 109

Loi relative à la ville de Sainte-Thérèse

[Sanctionnée le 5 avril 1950]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Sainte-Thérèse a, par sa pétition, représenté qu'il est de l'intérêt même de la ville et des contribuables et de la bonne administration de ses affaires, de modifier sa charte, la loi 7 George V, chapitre 73;

Attendu qu'elle a de plus représenté qu'il est de l'intérêt de la province en général et de la ville de Sainte-Thérèse en particulier, d'encourager l'industrie dans ses limites, en ratifiant une évaluation spéciale établie pour fins de taxation municipale et scolaire en faveur de Blackwood, Morton & Sons (Canada) Ltd.;

Attendu qu'elle a de plus représenté qu'il est de l'intérêt de la ville de ratifier l'abandon d'un projet de rue dans ses limites;

Attendu qu'elle a de plus représenté qu'il est de l'intérêt de la ville et de l'administration de ses affaires d'exempter ses employés manuels de la juridiction du comité paritaire de la construction;

Et attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1916 (2),
c. 73,
aa. 19, 21,
27, remp.

1. Les articles 19, 21 et 27 de la loi 7 George V, chapitre 73 sont remplacés, pour la ville, par les suivants:

CHAPTER 109

An Act respecting the town of Sainte Thérèse

[Assented to, the 5th of April, 1950]

Preamble.

WHEREAS the town of Ste. Thérèse has, by its petition, represented that it is in the very interest of the town itself and of the ratepayers, as well as in the interest of the good administration of its affairs, to amend its charter, the act 7 George V, chapter 73;

Whereas it has moreover represented that it is in the interest of the province in general and particularly the town of Ste. Thérèse to encourage industry within its limits by ratifying a special valuation established for municipal and school taxation purposes in favour of Blackwood, Morton & Sons (Canada) Ltd.;

Whereas it has moreover represented that it is in the interest of the town to ratify the sitting aside of a street project within its limits;

Whereas it has moreover represented that it is in the interest of the town and of the administration of its affairs to exempt its manual employees from the jurisdiction of the parity committee of the building industry;

And whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Sections 19, 21 and 27 of the act 7 George V, chapter 73, are replaced, for the town, by the following:

1916 (2),
c. 73,
ss. 19, 21,
27, re-
placed.

S.R.,
a. 5374,
remp.
pour la
ville.

"19. L'article 5374 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Liste.

"5374. Avant le premier avril de chaque année, il est fait, de la manière ci-après indiquée, par le greffier ou sous sa direction, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité et possédant le cens électoral requis, la dite liste étant rédigée, non par ordre alphabétique, mais par ordre d'adresse civique des électeurs ou à défaut de numéro civique par ordre de numéro de cadastre."

"19. Article 5374 of the Revised Statutes, 1909, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
a. 5374,
replaced
for town.

"5374. Prior to the first of April of each year, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality, and qualified to be entered on the electors' list, the said list not being drawn up by alphabetical order, but according to the civic addresses order of the electors or for the lack of civic numbers by order of cadastral numbers."

S.R.,
a. 5383,
remp.
pour la
ville.

"21. L'article 5383 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Greffier
ad hoc.

"5383. Si, le troisième mercredi du mois d'avril, le greffier n'a pas fait la liste des électeurs, tel que prévu par l'article 19 plus haut mentionné, ou n'a pas donné ou publié l'avis requis par l'article 5379, le juge de la Cour supérieure pour le district, ou, dans le cas où celui-ci est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un juge d'un district voisin, ou le magistrat dudit district doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier *ad hoc* pour préparer la liste des électeurs, tel que prévu par l'article 19 plus haut mentionné."

"21. Article 5383 of the Revised Statutes, 1909, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
a. 5383,
replaced
for town.

"5383. If the clerk has not made the list of electors as provided for in section 19 above mentioned or has not given or published the notice required by article 5379, by the third Wednesday of April, the judge of the Superior Court for the district, or, in the event of the absence of the judge of the said district or of his inability to act, a judge of a neighbouring district, or the district magistrate, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, shall appoint a special clerk to prepare the list of electors, as provided for in section 19 above mentioned."

S.R.,
a. 5450,
remp.
pour la
ville.

"27. L'article 5450 des Statuts refondus, 1909, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Heures
du scrutin.

"5450. Les bureaux de votation doivent être ouverts à neuf heures de l'avant-midi et rester ouverts jusqu'à huit heures de l'après-midi du même jour; et chaque sous-officier-rapporteur est tenu de recevoir, pendant ce temps, dans le bureau de votation qui lui est assigné, de la manière ci-dessous prescrite, les votes des électeurs ayant droit de voter à ce bureau."

"27. Article 5450 of the Revised Statutes, 1909, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
a. 5450,
replaced
for town.

"5450. The polls shall be opened at the hour of nine of the clock in the forenoon, and kept open until eight of the clock in the afternoon of the same day; and each deputy returning-officer, shall, during that time, in the polling-station assigned to him, receive in the manner hereinafter prescribed, the votes of the electors duly qualified to vote at such polling-station."

1916 (2),
c. 73,
a. 28, ab.

2. L'article 28 de la loi 7 George V, chapitre 73 est abrogé.

2. Section 28 of the act 7 George V, chapter 73, is repealed.

1916 (2),
c. 73,
s. 28, re-
pealed.

S.R.,
c. 233,
a. 404,
remp.
pour la
ville.

Durée du
scrutin.

3. L'article 404 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"404. Le scrutin dure deux jours juridiques depuis neuf heures du matin jusqu'à huit heures du soir."

Commu-
tation de
taxes.

4. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire

a) Les taxes municipales foncières de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées à la ville de Sainte-Thérèse par la compagnie Blackwood, Morton & Sons (Canada) Ltd., sur les terrains situés en la ville de Sainte-Thérèse, connus sous les nos. 209-119-2 et 209-120 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, avec les bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires à être sus-érigés et à être utilisés par ou en rapport à ladite industrie, seront basées sur une évaluation foncière imposable de cinquante mille dollars pour une période de cinq années à compter du premier janvier 1951, et sur une évaluation foncière imposable de cinquante-cinq mille dollars pour les cinq années suivantes.

Cette fixation n'inclura pas la taxe d'eau, ni la taxe d'affaires, ni toutes autres taxes non foncières;

b) Les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées aux commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Sainte-Thérèse dans le comté de Terrebonne, par la compagnie Blackwood, Morton & Sons (Canada) Ltd., sur les terrains situés en la ville de Sainte-Thérèse, connus sous les numéros 209-119-2 et 209-120 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, avec les bâtisses, propriétés, usines, machineries et accessoires à être sus-érigés et à être utilisés par ou en rapport à ladite industrie, seront basées sur une évaluation foncière imposable de cent mille dollars pour une période de dix années à compter du premier juillet 1951.

Condi-
tions.

Cette fixation de taxes municipales et scolaires est consentie aux conditions suivantes:

3. Section 404 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 404, re-
placed for
town.

"404. The poll shall be held on two juridical days from nine o'clock in the morning to eight o'clock in the afternoon."

Duration
of poll.

4. Notwithstanding any general or special law to the contrary,

Commu-
tation of
taxation.

a. The real estate municipal taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the town of Ste. Thérèse by the Blackwood, Morton & Sons (Canada) Ltd for land located within the town of Ste. Thérèse, known as numbers 209-119-2 and 209-120 on the official plan and book of reference for the parish of Ste. Thérèse de Blainville, with the buildings, properties, plants, machinery and accessories to be erected thereon and to be used by or in connection with the said industry, shall be based on a taxable real estate valuation of fifty thousand dollars for a period of five years from the first of January, 1951, and on a taxable real estate valuation of fifty five thousand dollars for the five following years.

Such assessment shall not include the water tax nor the business tax nor any other not real estate taxes;

b. The school taxes of whatever nature, general or special, to be paid to the school commissioners for the the municipality of the town of Ste. Thérèse, in the county of Terrebonne, by the Blackwood, Morton & Sons (Canada) Ltd, on lands located within the town of Ste. Thérèse, known under numbers 209-119-2 and 209-120 on the official plan and book of reference for the parish of Ste. Thérèse de Blainville, with buildings, properties, plants, machinery and accessories to be erected thereon and to be used by or in connection with the said industry, shall be based on a taxable real estate valuation of one hundred thousand dollars for a period of ten years as from the first of July, 1951.

Such assessment of municipal and school taxes is granted on the following conditions:

Condi-
tions.

Main-
d'œuvre
locale.

La compagnie s'efforcera, en tout temps et en autant que raisonnable et en harmonie avec l'exploitation régulière de ses affaires, d'embaucher de préférence la main-d'œuvre locale.

Exploita-
tion.

La compagnie devra exploiter sans interruption son industrie durant la période de la concession présentement accordée et si elle suspend ses opérations durant une période de six mois consécutifs dans une année et pour toute cause autre qu'une grève, un "lockout", une guerre, un cas de force majeure ou des cas fortuits sur lesquels la compagnie n'a pas de pouvoir, la concession accordée par les présentes sera alors suspendue proportionnellement à la partie de telle année où la compagnie aurait ainsi discontinué son opération et la compagnie devra payer à la ville de Sainte-Thérèse et aux commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Sainte-Thérèse dans le comté de Terrebonne, le montant proportionnel des taxes municipales et scolaires intégral, imputable à cette période de discontinuation dans telle année, mais la concession accordée par les présentes revivra immédiatement dès que la compagnie reprendra ses opérations.

Résolu-
tion vali-
dée.

5. La résolution du conseil municipal de la ville de Sainte-Thérèse, en date du 13 octobre 1931, abandonnant un projet de rue sur la subdivision 33 du lot original No 261 aux livre et plan de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse, en face des lots Nos. 261-50-51 et 52 du même cadastre, est ratifiée et confirmée, nonobstant toute loi générale ou spéciale prescrivant l'adoption d'un règlement au lieu d'une résolution.

Exempti-
on.

6. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, les employés manuels de la corporation municipale de la ville de Sainte-Thérèse sont exemptés et soustraits à la juridiction du comité paritaire de la construction.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

The company shall, at any time and as far as reasonable and in harmony with the regular administration of its affairs, endeavour to employ in preference local workers.

Local
workers.

The company shall operate its industry without any interruption during the period of the concession presently granted and should it suspend its operations for a period of six consecutive months in a year and for any cause other than a strike, a lockout, a war, main force or accidental cases over which the company has no power, the concession hereby granted shall then be suspended in proportion to that part of the year in which the company would have so discontinued its operations and the company shall pay to the town of Ste. Thérèse and to the school commissioners for the municipality of the town of Ste. Thérèse, in the county of Terrebonne, the integral proportional amount of the municipal and school taxes, chargeable to such period of discontinuance during the said year, but the concession hereby granted shall revive as soon as the company resumes its operations.

Opera-
tion.

5. The resolution of the municipal council of the town of Ste. Thérèse dated the 13th of October, 1931, sitting aside a street project on subdivision 33 of original lot number 261 on the official plan and book of reference for the village of Ste. Thérèse, in front of lots Nos. 261-50-51 and 52 of the same cadastre, is ratified and confirmed, notwithstanding any general or special law prescribing the passing of a by-law instead of a resolution.

Resolu-
tion rati-
fied.

6. Notwithstanding any general or special law to the contrary, the manual employees of the municipal corporation of the town of Ste. Thérèse shall be exempted from the jurisdiction of the parity committee of the building industry and not subject thereto.

Exempti-
on.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.